

Prix : 300F CFA

AGROPASTEUR

Mensuel d'Informations sur l'Élevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement - Issn 0850-5128 - Numéro N°88 Juillet 2015

ENVIRONNEMENT : CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EN ROUTE VERS LA COP21 PARIS 2015



Cyan Magenta Jaune Noir

Cyan Magenta Jaune Noir

ELEVAGE : TABASKI 2015

TOUTES LES DISPOSITIONS SERONT PRISES POUR PERMETTRE À TOUS LES MÉNAGES D'OBTENIR SON MOUTON



▶ 8

AGRICULTURE

RÉUNION DU COMITÉ DE SUIVI DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2015



▶ 3

Le Sénégal affûte sa stratégie pour la COP 21 de Paris

La rencontre de Dakar a permis une prise de conscience sur les effets néfastes et les dangers que court l'humanité si les objectifs fixés ne sont pas atteints sur la prise en compte des changements climatiques ; Dès le lendemain le Premier Ministre du Sénégal a convoqué une réunion de haut niveau pour adopter une stratégie de financement du secteur de l'environnement pour la COP 21 Paris 2015;

Une rencontre qui a permis au ministre l'Environnement et du Développement Durable de décliner les décisions prises par le Premier Ministre et de recueillir les contributions des uns et des autres à travers les différents scénarii et options ; ils concernent la sécurité alimentaire, c'est aussi rendre accessible l'énergie renouvelable et à moindre coût mais aussi l'agriculture durable et l'habitat avec l'efficacité énergétique, le tourisme durable ; au cours de cette rencontre, l'engagement de contribuer est pris.

A partir de 2020 il faut plus de cent (100) milliards de francs Cfa à mobiliser ; Il s'agit d'inciter les banques à se faire accréditer auprès du Fonds Vert Climat(FVC) des Nations Unies pour pouvoir lever des fonds et pouvoir financer ainsi le dérèglement climatique

Ainsi sur un objectif de cinquante (50) Milliards de francs CFA (100 Millions de dollars) à lever à l'horizon 2020, le Centre de Suivi Ecologique(CSE) du Sénégal est en mesure de trouver au maximum cinq (5) Milliards de francs CFA équivalent à dix (10) Millions de dollars

Pour sa part le PNUD une autre entité accréditée a les moyens de lever jusqu'à trente (30) milliards de francs Cfa à savoir soixante (60) millions de dollars ; Il reste donc un gap de quinze (15) milliards de francs CFA soit trente (30) millions de dollars à combler ; d'où l'invite de Mr Abdoulaye Bibi Baldé Ministre de l'Environnement et du Développement Durable en direction des banques car les enjeux de la COP 21 de Paris sont importants ;

Depuis plus de vingt ans le monde ne parvient pas à trouver un accord sur les changements climatiques ; la COP 21 va se tenir à Paris ; dans la capitale française



l'urgence sera de travailler à contenir la hausse des températures à hauteur de 2 degrés Celsius ; au-delà les conséquences seront dramatiques surtout pour les pays en développement ;

Les résultats espérés par les autorités sont déclinés à travers le fait que le pays va polluer davantage et aura besoin de financements adéquats pour la promotion des énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolienne ; le transfert de technologie est aussi dans la ligne de mire des autorités en charge de l'Environnement et du Développement Durable ;

Au cours de la rencontre de l'avis de Mr Abdoulaye Bibi Baldé Ministre de l'environnement et du développement durable « Le Sénégal va négocier à Paris au sein du Groupe Afrique ; ce qui préoccupe le plus le pays ce sont surtout les questions liées à l'adaptation aux changements climatiques ; il s'agira de rendre accessible une

énergie à moindre coût de veiller à avoir une agriculture et un tourisme durables sans oublier la problématique de l'efficacité énergétique dans le secteur des bâti-

ments ; l'objectif est aussi de réduire à 10 % la production de Gaz à Effet de Serre (GES).

Babacar sene

STRATÉGIE DU SÉNÉGAL

«Pour un nouveau régime climatique mondiale»

A la suite du Premier Ministre pour l'ouverture, c'est le chef du département en charge de l'environnement et du développement durable qui a présidé la fin des travaux ; un séminaire de partage marqué par des communications d'experts et des panels de très haut niveau sur les brûlantes questions que posent les changements climatiques et les réponses à apporter pour une nouvelle offensive face au dérèglement climatique ; ainsi les conseils s'accordent sur l'urgence pour les communautés à mettre en place des mécanismes adaptés afin d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques

Au Sénégal le sujet a été classé prioritaire par l'état dans sa politique publique qui est de mettre en place des mécanismes adaptés pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques.

Pour Abdoulaye Bibi Baldé Ministre de l'Environnement et du Développement Durable « il s'agira pour les autorisés sénégalaises de mieux cibler les actions sur les facteurs d'adaptation aux changements climatiques pour permettre certains impacts négatifs du climat sur la production alimentaire mondiale ; le Sénégal à l'instar des pays présents devra prendre en charge ce défi pour maintenir sa trajectoire d'émergence et garantir une sécurité pour ses populations ; certes l'Afrique ne représente que 4% des émissions mondiales mais au regard de sa croissance économique et démographique sa responsabilité sur le réchauffement climatique ne sera pas négligeable dans le futur ; et je tiens à le dire pour les générations futures l'atté-

nuation est la première forme d'adaptation.»

Les experts sont unanimes ; Paris 2015 devra être un déclic avec l'objectif de bloquer les températures à l'horizon 2050 à 2° Celsius à l'échelle de la planète ; pour eux jamais le monde n'a été aussi proche d'un accord susceptible de s'imposer à tous et qui favorise un nouveau régime climatique mondiale ; un objectif qui recoupe les termes de références de la Déclaration dite de Dakar

Pour Mme Aminata Tall «Cet accord devra inclure des dispositions relatives à l'adaptation aux finances au transfert technologique et au renforcement des capacités et porter un niveau élevé d'exigences en ce qui concerne les financements nécessaires pour l'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique incluant la nécessité de dotation adéquate et de régimes principalement publiques pour le Fonds Vert explorant tout les possibilités ouvertes par les financements alternatifs signalés récemment »

Le document final de cette rencontre consigne les recommandations et positions de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux d'Afrique (UCESA) et l'Union des Conseils Economiques et Sociaux des pays francophones(UCESIF) ; ainsi conseillers décideurs sociétés civiles sont avertis pour faire résonner la voix de l'Afrique à Paris et mettre sur la table des arguments valables ; les assemblées consultatives s'engagent aussi à veiller au suivi des accords de Paris pour préparer Maroc en 2016.

AGROPASTEUR

AGROPASTEUR

MENSUEL D'INFORMATIONS SUR L'ELEVAGE, L'AGRICULTURE, LA PÊCHE ET L'ENVIRONNEMENT

Tél : 221 775362018 Sacré Coeur2 Villa N°8608/G face Rondpoint
Boulangerie jaune

77 536 20 18

Web : www.agropasteur.info

Email : agropasteur@yahoo.fr

babasene402@gmail.com Dakar Sénégal

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Babacar SENE
COMITÉ DE RÉDACTION : Ousmane SENE, Papa SAMB, Ousmane SENE, Aminou DIOP, Niakhaly SENE, Tengui THIARE (Stagiaire), Falang FALL

MONTAGE :  77 998 10 24

IMPRESSION : AFRICOM

DISTRIBUTION : ADP

Réunion du Comité de Suivi de la Campagne Agricole 2015

Le président Macky Sall ne cesse d'exhorter ses ministres de dire la vérité aux sénégalais ; dans ce cadre une nouvelle approche s'impose au ministère de l'agriculture et de l'équipement rural pour une bonne préparation du déroulement de la campagne agricole 2015 ; cette approche ne doit faire aucunement place à l'autosatisfaction ; il s'agit pour le Président Macky Sall d'une approche factuelle responsable réaliste et transparente dans la gestion de l'agriculture et de l'équipement rural ; sur ce point le Chef de l'état a insisté sur la nécessité de donner l'information crédible et acceptable aux sénégalais et aux sénégalaises » dites la vérité aux sénégalais » s'il ya des problèmes semble -t il dire en substance ; non seulement le Président de la République veut que la vérité soit dite mais il a instruit ses ministres d'informer les sénégalais régulièrement et à temps sur les objectifs des réalisations et les défis à venir. C'est cet exercice auquel Dr Papa Abdoulaye Seck ne cesse de soumettre ses collaborateurs pour faire de la campagne agricole 2015 une bonne réussite ; en présidant la réunion du comité de suivi de la campagne Dr Papa Abdoulaye Seck a exhorté à la transparence, au dynamisme, à la vivacité et à la bonne gouvernance pour faire corps avec les instructions du Président de la République avant de magnifier le bon déroulement de la campagne agricole 2015.

De l'avis de Alioune Dia le Porte parole de la Commission de distribution des semences » Au cours de la session nous avons constaté que tous les engagements ont été respectés et certainement avant qu'il ne pleuve nous pensons pouvoir terminer les sessions pour aborder l'hivernage ; nous avons évalué la mise en place des semences qui a été effectué à plus de 95% ; elle a été facilité cette année au fait que les stocks étaient sur place ; les opérateurs ont été notifiés là où il fallait placer les stocks ; cela a fait éviter des problèmes de transport ; on a pas enregistré

de protestations sur les qualités des semences aussi ; tantôt on nous parle d'insuffisance de quotas cependant l'état a mis effectivement à leur disposition plus de soixante dix mille (70.000) tonnes et les céréales ne sont pas oubliées «

Cependant quelques lenteurs ont été notés dans la distribution des engrais essentiels pour le développement des cultures ; à ce sujet l'état et les fournisseurs rassurent ; « nous avons 5000 tonnes de NPK à mettre en place pour l'hivernage ; à ce jour nous avons acheminé 4700 tonnes représentant une mise en place de 95% affirme un fournisseur »

Ainsi la campagne agricole 2015 est bien partie pour zéro contestation et l'espoir est permis si la pluie accompagne les bonnes dispositions prises par le ministère en charge d'agriculture et de l'équipement rural ;

Pour Alioune Dia » pratiquement plus de 95% des quotas d'engrais sont mis en place et l'état a pris les dispositions permettant aux autres fournisseurs de pouvoir respecter leur engagement en mettant à leur disposition des lettres de confort ; des instructions ont été données également au trésor public pour que toutes les dispositions soient prises et le ministre de l'agriculture et de l'équipement rural a pris des gardes fous en indiquant qu'une semaine est accordée aux fournisseurs qui n'ont pas encore commencé à mettre l'engrais à la disposition des paysans et après une semaine tout fournisseur qui ne s'acquitte pas effectivement de son engagement sera rayé de la liste des fournisseurs agréés pour la distribution d'engrais »

Les recommandations sorties de la rencontre visent à mieux prendre en compte les préoccupations du monde rural et décloisonner les réunions au niveau du bassin arachidier; les acteurs ont été informés de la suspension des exportations et la sécurisation des semences destinées aux paysans sénégalais



**DR PAPA ABDOULAYE SECK
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DE L'ÉQUIPEMENT RURAL**

« les mesures prises par le gouvernement sont pour accompagner les paysans sénégalais ; le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour se faire ; l'efficacité des mesures prises a commencé depuis le 25 Avril dernier avec l'achemi-

nement des semences au niveau des sites ; il y a trois cent soixante cinq (365) Commissions et cent quatre vingt (180) Opérateurs Privés Stockeurs et la vente des semences a commencé sur l'étendue du territoire nationale depuis le 25 Mai 2015 ; la subvention est de dix huit (18) Milliards pour cinquante (50.000) tonnes de semences écrémées et vingt cinq (25.000) tonnes de semences certifiées ; l'objectif du gouvernement est d'augmenter chaque année un peu plus la quantité des semences qui sont du reste de très bonne qualité mises à la disposition des paysans ; le même effort est également fait par rapport aux autres segments comme sur le matériel agricole par exemple »

Des semences détournées dans la région de Kaffrine

Des semences détournées refont surface dans la région de Kaffrine grenier du bassin arachidier ; le fait est récurrent dans ce patelin du Ndoucoumane. c'est à Taiba village situé dans la commune de Kaffrine que les faits se sont déroulés ; le chef de village est accusé d'avoir détourné sept (7) tonnes de semences des dix tonnes six cent (10 tonnes ,600) destinées aux paysans locaux ; face aux enquêteurs le chef de village soutient qu'il n'a pas agi seul et affirme avoir vendu les semences qu'il avait reçu parce que ses administrés ont refusé de payer les taxes rurales ; un gap qu'il a

décidé de combler en cédant respectivement sept (7) tonnes puis six cent (600) kg , cinq cent (500) kg et cinq cent (500) autres kg aux opérateurs stockeurs privés dont les noms ont été identifiés ; le chef de village opérait la nuit en donnant des rendez vous aux clients aux magasins de stockage des semences ; des chargements de camions étaient facturés par le chef de village au détriment des légitimes bénéficiaires des semences laissés en rade à qui il expliquait qu'il y avait des ruptures de stock du quota alloué par l'état ; ceci par le biais de son complice et homme de

confiance qui se chargeait de collecter les montants ;

Ces arguments ont été récusés par les paysans qui sont convaincus que leur chef de village avait détourné leurs semences ; Certainement ce chef de village ne sera de ses pairs à qui le Président de la République magnifie leur rôle éminent dans la consolidation de la concorde nationale, la stabilité sociale et la construction d'un Sénégal émergent et compte les soutenir et valoriser leurs efforts au travers d'une distinction dans les ordres nationaux.

Situation de la distribution de semences à Tivaouane

Sur l'ensemble du département de Tivaouane les opérations de distribution des semences d'arachides suivent un rythme satisfaisant avec plus de 70% d'avancement dans certains points de stockage

A Tivaouane sur une quantité de mille (1000) tonnes, sept cent (700) tonnes ont été déjà distribuées sur l'ensemble des points de stockage a laissé entendre Modou Fall opérateur privé stockeur qui avait déjà mis en place les semences bien avant le démarrage des opérations. Tous les ayants droits qui se sont présentés avec les montants des quotas ont été servis 5,7 kg par tête à raison de 285 francs Cfa par kg au prix subventionné

Ce prix de 285 francs Cfa du kg de semences d'arachide subventionnée a été aussi très apprécié par les paysans.

Des semences insuffisantes dénoncées à Warkhokh dans la région de Louga

La Commune de Warkhokh est située dans le département de Linguère dans la région de Louga ; elle est constituée de quatre vingt sept (87) villages pour une population cosmopolite de treize mille (13000) âmes ; Les paysans de la commune de Warkhokh ont jugé insuffisante la dotation en semences d'arachide allouée à leur commune de l'avis de Mr Alé Top Représentant du Collectif des Chefs de Village de Warkhokh qui s'exprimait au cours d'un point de presse organisé à cet effet pour dénoncer cette situation ;

» Nous remercions le Chef de l'Etat , Son Excellence Macky Sall du soutien qu'il a tou-

jours apporté aux Collectivités Locales surtout au monde paysan ; cependant cette année il s'est trouvé que nous avons reçu quarante sept (47) tonnes de semences en coque contrairement aux soixante (60) tonnes de 2014 ; ce qui fait que la Commission n'a pu offrir que quinze (15) kg de semences à chaque Chef de Carré ; une proportion très insignifiante pour un paysan qui se trouve à presque deux semaines de hivernage » a noté Alé Top. Aussi a-t-il interpellé le chef de l'état pour qu'il leur vienne en aide « en distribuant des semences consistantes en quantité et en qualité afin de permettre aux paysans de mener une bonne

campagne agricole. Dans le même sillage le chef de village de Ngayéne, Bassirou Gaye note que si le Président Macky Sall veut un Sénégal Emergent » il est tenu de beaucoup investir dans l'agriculture, étant entendu qu'on ne peut pas parler d'agriculture viable et rentable sans parler de semences suffisantes et de qualité » Par ailleurs il dit mettre en garde « certains qui parlent au nom des paysans à travers la presse, mais qui ne défendent que leurs propres intérêts » ; pour lui il appartient aux autorités compétentes de traiter directement avec les principaux acteurs concernés « c'est-à-dire les paysans ».

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dakar à l'heure des préparatifs de la COP21 Paris 2015

Le Sénégal a accueilli un séminaire international portant sur le thème « défis du changement climatique : les réponses et financements pour accompagner l'atténuation et l'adaptation des économies-les enjeux de la COP 21 » ; ce séminaire de réflexion a été organisé par l'Union des Conseils Economiques et Sociaux d'Afrique (UCESA) et l'Union des Conseils Economiques et Sociaux des pays francophones (UCESIF) ; cette rencontre rentre dans le cadre de la préparation du Sommet Mondial sur l'Environnement qui doit se tenir à Paris en Décembre 2015.

Ainsi en s'intéressant à la question des dérèglements climatiques en perspective de la COP 21, le Conseil Economique Social Environnemental joue parfaitement son rôle de sensibilisation sur le climat et de structuration d'une position commune sur cette problématique

Les Conseillers Economiques et Sociaux d'Afrique se sont retrouvés à Dakar au Sénégal et vont à l'assaut de la préservation de la terre et du dérèglement climatique; Le constat est alarmant ; les changements climatiques touchent des secteurs vitaux comme les ressources en eau potable, la sécurité alimentaire, la biodiversité terrestre et marine entre autre ; et l'enjeu est de taille pour une harmonisation plus affirmée des actions pour notre planète C'est ce que le Premier Ministre Mouhamed Boun Abdallah Dione du Sénégal qui a procédé à l'ouverture officielle de la cérémonie a compris pour s'interroger sur quel système adopter pour amoindrir les dérèglements climatiques que l'homme a créé au vu de la faible capacité financière des états du sud ? Pour cela il a donné des pistes et mis en relief la nécessité pour les pays africains de se tourner vers des activités à faible intensité de carbone ; il s'agit de promouvoir l'économie verte dans le cadre d'une forte implication du secteur privé consi-



déré par les spécialistes comme le moteur de la croissance économique ; L'état du Sénégal s'engage à mettre en place un cadre réglementaire favorable en appuyant les entreprises qui s'investissent dans le développement des énergies renouvelables ; c'est la raison pour laquelle Mr Mohamed Boun Abdallah Dione s'est dit convaincu de la maîtrise de la question centrale des financements qui sera déterminante pour le futur ; Le premier ministre a félicité en outre le Centre de Suivi Ecologique du Sénégal (CSE) qui a reçu récemment les accréditations du Fonds d'Adaptation et du Fonds Vert-Climat avant de rappeler les efforts considérables qui doivent être fournis par tous les acteurs concernés pour que le Sénégal puisse bénéficier d'un accès direct aux financements verts et de montrer toute l'importance de la préservation de la planète terre qu'il considère comme un capital inestimable à garder intact au profit des générations futures ;

Dans cette optique une action concertée entre toutes les couches de la population est souhaitée pour un développement durable gage de paix de progrès social et économique du fait du constat alarmant qui s'offre et qui donne un cliché sombre à l'Afrique où les changements climatiques touchent des secteurs vitaux comme les ressources en eau potable, la sécurité alimentaire, la biodiversité terrestre et marine.

Le séminaire de Dakar est bien parti pour apporter des réponses idoines face aux changements climatiques ; Le Sénégal s'est engagé à apporter une contribution majeure à la COP 21 de Paris ; malgré les faibles émissions de gaz à effet de serre le Sénégal va faire entendre sa voix dans la capitale française surtout dans un contexte marqué par la mise en œuvre du PSE qui est un référentiel économique et social qui a l'ambition de faire passer le taux de croissance du pays à 7% voire 8% ;

Vue Cette importance affichée c'est l'une des raisons pour lesquelles le Premier Ministre attend beaucoup de ce qu'il conviendra d'appeler la Déclaration de Dakar sur les Changements Climatiques fruit des délibérations du séminaire de réflexion tenue dans la capitale sénégalaise ;

Au cours de cette journée de réflexion Madame Aminata Tall Présidente du Conseil Economique Social Environnemental invite à la préservation de la terre ; pour elle « nous l'avons emprunté à nos grands parents et la léguer en bon état à la postérité ; un gage d'engagement pour tout un chacun » ; Madame la Présidente a réaffirmé que l'enjeu est de taille entre les pays du nord et ceux du sud pour une transition réussie vers des économies résilientes et sobres en carbone ; « il s'agira ainsi d'une harmonisation plus affirmée de notre planète » a-t-elle conclut.

Babacar SENE

WORÉ GANA SECK RAPPORTEUR DE LA COMMISSION ENVIRONNEMENTALE «En direction de la COP 21 pour un consensus fort autour de l'impact des changements climatiques sur les économies fragiles et de la protection sociale des populations des pays en développement»



Les grandes lignes de la contribution du Conseil Economique Social Environnemental mettent l'accent sur deux points : l'impact des changements climatiques sur la santé et les politiques de santé et de protection sociale ; à la lumière de ces exemples le Conseil Economique Social Environnemental juge que dans un souci d'améliorer les bonnes pratiques en matière de protection sociale certaines mesures s'imposent du fait de la pluralité des conséquences du climat sur la santé humaine et animale ; parmi ces mesures figurent le renforcement institutionnel des régimes de sécurité sociale existants, l'harmonisation des interven-

tions, la mise en place d'un cadre légal, le développement de programmes de promotion de l'autosuffisance alimentaire, l'implication des organisations de la société civile ; et face aux impacts des changements climatiques sur tous les secteurs de la vie il s'agira de mettre en place des mécanismes de protection sociale plus inclusive tendant à augmenter les capacités de résilience des populations ; c'est pourquoi notre institution en appelle en direction de la COP 21 à un consensus fort autour de l'impact des changements climatiques sur les économies fragiles et de la protection sociale des populations des pays en développement»

L'AGRICULTURE CLIMATO-INTELLIGENTE

Dr Emmanuel TORQUEBIAU Chargé de mission Changement Climatique au CIRAD en France**En route vers la COP 21 2015 : «Faire décoller le concept d'agriculture climato intelligente»**

Le CIRAD est bien présent au Salon Internationale de l'Agriculture ; Dr Emmanuel Toquebiau à travers cet entretien accordé à notre reporter au SIA2015 au Stand du CIRAD est largement revenu sur l'organisation du Congrès qui sera Co-organisée par son institution en collaboration avec le CCAFS /CGIAR sur l'agriculture Climato-Intelligente en Mars 2015 à Montpellier en France.

L'agriculture a un rôle majeur à jouer dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture produit de 10 et 12 % des émissions de CO2 d'origine anthropique et jusqu'à 24 % si l'on inclut la déforestation et les changements d'usage des terres.

Les principales sources agricoles de gaz à effet de serre sont la fermentation entérique, l'épandage de fumier, l'utilisation de fertilisants de synthèse, la culture de riz irrigué (fermentation des bactéries anaérobiques), la combustion de la biomasse, le changement d'usage des terres.

Les populations des pays en développement seront les premières à souffrir des effets des dérèglements climatiques sur l'agriculture et sur la sécurité alimentaire. Face à ce constat, l'agriculture climato-intelligente propose d'intégrer les paramètres de ces dérèglements ainsi que des transformations agricoles dans une perspective de développement durable. D'autant que ces transformations ne se feront pas sans des politiques publiques et des mécanismes financiers innovants.

D'après les derniers rapports du GIEC, le changement climatique aura de nombreux effets d'ici 2100, notamment de fortes modifications de température et de pluviosité, deux paramètres essentiels en agriculture. En première ligne, face à la menace : les productions agricoles et la sécurité alimentaire des populations qui dépendent de ces productions. Le secteur agricole est par ailleurs pointé du doigt pour sa responsabilité dans les dérèglements climatiques.

Dans ce contexte, de plus en plus de voix soutiennent une agriculture climato-intelligente (climate-smart agriculture). En septembre dernier, le gouvernement français et le Cirad ont adhéré à l'Alliance globale pour l'agriculture climato-intelligente. Si ce type d'agriculture regroupe différentes options techniques – la France et le Cirad ont clairement choisi celle de l'agro écologie où une seule ambition domine c'est l'intégration des paramètres des dérèglements climatiques et des transformations agricoles dans une perspective de développement durable.

Il est avéré que l'agriculture climato-intelligente ne constitue toutefois pas une solution technique ponctuelle. Pour aboutir il faut un ensemble d'actions coordonnées entre les agriculteurs, les chercheurs et la société civile pour réorienter l'agriculture. Elle doit également, pour aboutir, bénéficier de politiques publiques innovantes et de mécanismes financiers revisités. L'agriculture climato-intelligente poursuit trois objectifs ; il faut assurer durablement la productivité agricole et donc la sécurité alimentaire, être adaptée au nouveau contexte climatique et atténuer les

émissions de gaz à effet de serre.

Mais les défis sont nombreux. L'implication des producteurs, notamment dans les pays en développement, est tout sauf évidente. Afin de soutenir leur capacité adaptative, les institutions locales et nationales doivent également être renforcées. Selon Emmanuel Torquebiau, chercheur au Cirad « si des efforts en matière de politiques publiques et de finance ne sont pas d'actualité alors les options techniques ne pourront avoir d'effet sur le long terme ». Pour le chercheur, les trois principaux défis consistent alors à ne pas séparer l'objectif d'adaptation de celui d'atténuation, favoriser la cohérence entre les politiques sur le climat et celles consacrées à l'agriculture et relier financements pour le climat et financements pour l'agriculture.

POUR EMMANUEL TORQUEBIAU

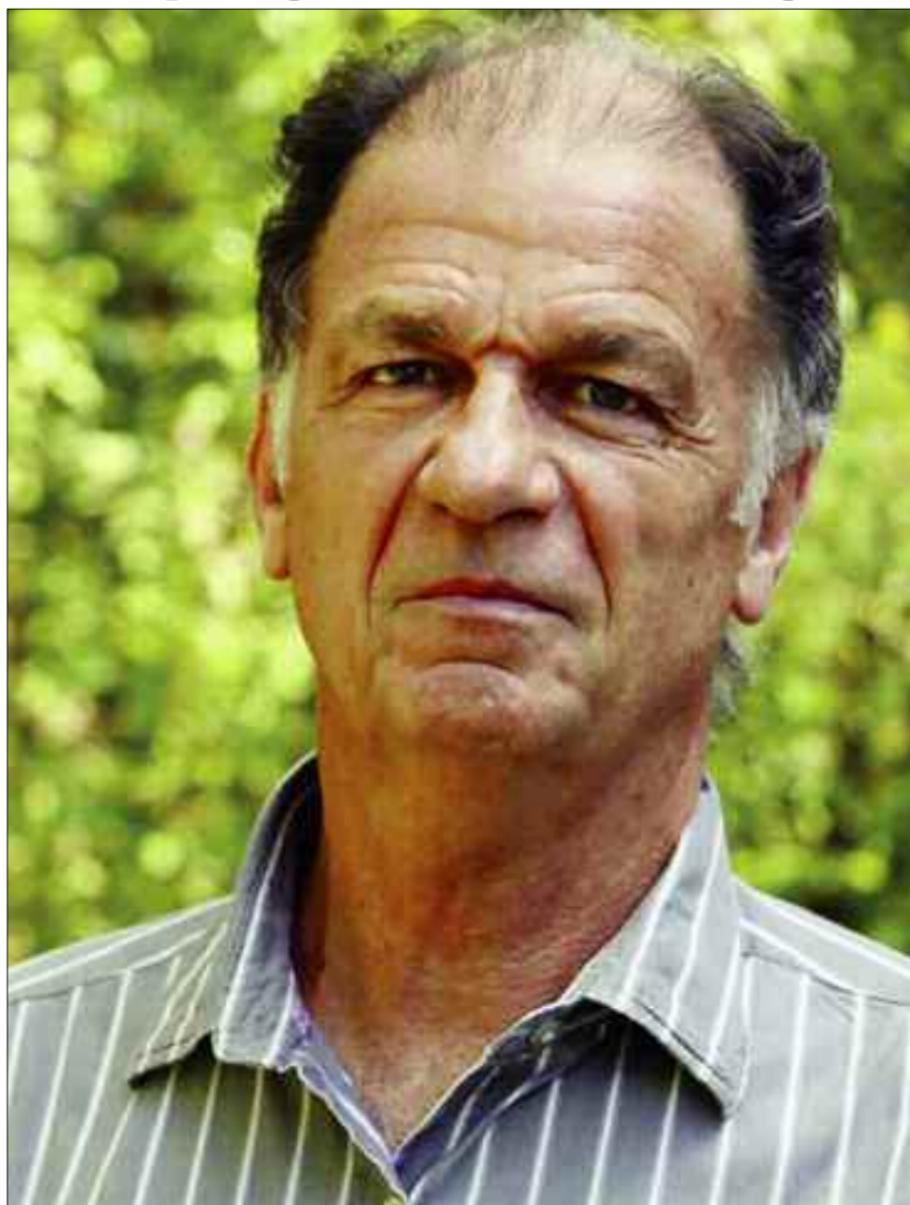
" Cette année le CIRAD donne la priorité au changement climatique ; comme vous le savez le changement climatique est une question essentielle pour tout domaine agricole ; donc nous avons décidé de faire le maximum pour faire passer des messages importants sur ce secteur ; l'agriculture est à la fois victime des conséquences du changement climatique donc en tant que victime, l'agriculture doit s'adapter et nous proposons des moyens et des modèles de s'adapter au changement climatique ;

En tant que responsable, l'agriculture doit se sentir atténuer ses émissions de gaz à effet de serre ou de stocker davantage de carbone et là aussi nous proposons des solutions ; si on arrive à faire ces choses à la fois atténuer les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter au changement climatique tout en continuant de rassurer la sécurité alimentaire eh bien nous disons que nous faisons de l'Agriculture Climat Intelligente ou comme vous l'avez dit en anglais « Climate Change Smart Agriculture »

Climate Change Smart Agriculture L'ensemble des opérations que nous menons sur l'agriculture et changement climatique cette année s'inscrivent dans la préparation de la grande conférence des nations unies sur le changement climatique la COP21 qui se tiendra à Paris au mois de décembre prochain ; et nous prévoyons de participer à cette grande négociation et à cet effet nous organisons à Montpellier dans le sud de la France du 16 au 18 mars 2015 un grand Congrès Scientifique qui s'appelle "Climate Smart Agriculture "auquel nous avons convié plus de 500 chercheurs du monde entier pour faire le point sur les questions scientifiques que pose le concept de climate smart agriculture " ;

Nous avons des relations très étroites avec le CCAFS et le Centre CGIAR en général ; ce sont des partenaires de recherche de longue date du CIRAD avec lesquels nous travaillons régulièrement dans de nombreux domaines ; ils sont coorganisateur avec nous du Congrès de Montpellier le mois de Mars à venir ; mais également avec d'autres institutions importantes tels que la FAO, l'Université de Wageningen aux Pays Bas et l'Université de Californie

Pour les perspectives pour le CIRAD nous



ferons le point sur les meilleures approches possibles pour répondre aux stress climatiques, les meilleurs moyens de contribuer à diminuer les Gaz à Effets de Serre et de travailler sur le contexte global sur les questions de changements climatiques et l'agriculture notamment en termes de politique

publique, en termes de demandes de financement et en termes de nouveaux mécanismes institutionnels qui pourront contribuer voire faire décoller le concept d'agriculture climato intelligente liées »

Babacar Sene Porte de Versailles Paris

L'Agriculture de Demain la Galerie de l'innovation

L'agriculture de demain, c'est extraordinaire ; c'est des équipements agricoles, des poids plumes et des réalités aux fonctions ; c'est l'irrigation du futur c'est à dire produire plus en prélevant moins d'eau douce ; c'est possible et elle relève du réel. L'agriculture de demain c'est la vision de l'agriculture de demain ; c'est l'agriculture connectée superviseur de e-véhicule pourquoi pas ? c'est aussi la ferme où existe un système de partage entre la ferme, le tracteur et les outils ; c'est aussi la perche enrubanneuse à système d'alliage à film plastic ; c'est le modèle d'agriculteur de prédilection « full web » ; c'est aussi la roue anti crevaisson sans pneumatique ni chambre à air pour pivot rampe frontale et d'irrigation ; c'est également la revalorisation des menus paille ; c'est aussi l'outil de diagnostic pour machine avec un système de contrôle longitudinale et latérale de stabilité de la machine ; c'est aussi anticiper les besoins des cultures avant qu'elles ne s'en expriment le besoin ; c'est aussi l'utilisation de l'imagerie satellitaire pour une meilleure

efficacité de l'utilisation de l'efficacité de l'eau dans l'agriculture ; La vision de l'agriculture de demain, c'est le projet de ferme numérique ; c'est également les cultures associées à une machine robot qui allie innovation technique et agronomique ; c'est aussi la smart agriculture basée sur les Tics et la robotique ; c'est également l'agriculture connectée agro managers de demain ; L'agriculture de demain c'est l'optimisation de la Ferti-irrigation des cultures mais aussi la valorisation de la biodiversité végétale pour la gestion durable de la fertilité des sols ; c'est l'irrigation de précision à une nouvelle échelle en utilisant la technologie de détection de rayons cosmiques ; c'est également un système d'élevage de précision en bovins allaitant pour 2050 ; C'est pour la première fois que le SIMA, le SIMA GEN, le SIMAGENA a fait appel aux écoles d'ingénieurs françaises internationales sur le thème « Votre vision de l'Agriculture de Demain ou Comment nourrir Sept Milliards d'habitants dans le respect de la planète en 2050.

Dakar à l'heure des préparatifs de la COP21 Paris 2015

Le Sénégal a accueilli un séminaire international portant sur le thème « défis du changement climatique : les réponses et financements pour accompagner l'atténuation et l'adaptation des économies-les enjeux de la COP 21 » ; ce séminaire de réflexion a été organisé par l'Union des Conseils Economiques et Sociaux d'Afrique (UCESA) et l'Union des Conseils Economiques et Sociaux des pays francophones (UCESIF) ; cette rencontre rentre dans le cadre de la préparation du Sommet Mondial sur l'Environnement qui doit se tenir à Paris en Décembre 2015.

Mr Jean Paul Delevoye Président du Conseil Economique Social Français

Mr Jean Paul Delevoye est le Président du Conseil Economique Social Français à Dakar ; un éminent penseur modéré et homme politique français qui est d'avis que le dérèglement climatique constitue une menace pour la paix et le développement mondiale ; il a été reçu tour à tour par Mr Le Président de la République du Sénégal et le Président de l'Assemblée Nationale avec qui il a respectivement eu des discussions pointues sur non seulement les questions d'émergence environnementale mais aussi de financement et de prise en compte réelle du dérèglement climatique .

« l'activité humaine débridée est à l'origine du dérèglement climatique ; les hommes ont cru qu'ils peuvent dominer la nature sans réserve et sans limite ; mais s'ils ne respectent pas la nature on assistera à un recul de l'humanité ; il s'agira aussi de concilier des intérêts à priori contradictoires et de faire de la transition énergétique de l'industrie et de l'économie des problématiques d'actualité ; la violence contre la nature créera indubitablement des catastrophes ; le droit n'est rien dès lors que personne ne le défend ; le débat sur le recul des disponibilités foncières est d'actualité d'autant plus qu'il débouche fatalement sur des infarctus et AVC territoriaux ; c'est à cause du dérèglement climatique que pas moins de 20%



de la population mondiale seront menacées de stress hydrique ; la promotion du transfert de technologies est également souhaitée il faut mettre désormais travailler pour un changement de paradigme avec une nouvelle espérance une nouvelle économie » A propos de sa rencontre avec Son Excellence le Président de la République , il témoigne que c'est « un président qui peut aider la démarche des pays pour la COP 21 Paris 2015 ; un déclic a été noté pour le soutien de cette démarche des états pour qu'à Paris des propositions d'actions contraignantes et

de solidarité soient engagées ; l'Afrique est le continent le plus concerné et pourtant moins d'émetteur mais qui risque de peiner si on n'arrive pas à régler les questions liées au dérèglement climatique. Pour le Président du Conseil Economique Social Français, la croisade menée pour aller à l'Offensive du Dérèglement Climatique s'avère d'une impérieuse nécessité. De sa rencontre avec le Président de l'Assemblée Nationale Mr Jean Paul Delevoye Président du Conseil Economique Social Français tire sur la nécessité pour les parlementaires de se

mobiliser pour faire le plaidoyer face au dérèglement climatique qui constitue un enjeu et pour une expression commune face à cet important enjeu ; d'où les pays doivent être très clairs pour les engagements et qu'ils fassent l'expression d'une solidarité commune pour l'avenir de l'humanité qui est en cause à travers les importantes décisions de la COP 21 de Paris 2015 ; nous avons tous une responsabilité commune vis-à-vis des générations futures

Babacar Sene

PROJET DE GESTION DURABLE DES ENERGIES TRADITIONNELLES ET DE SUBSTITUTION (PROGEDE 2) ASSURER UNE ENERGIE VERTE POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Le PROGEDE 2 a marqué de son empreinte la dernière Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources animales (FIARA). La vulgarisation des foyers améliorés et le miel issu de ses zones d'intervention ont attiré particulièrement le grand public.

Le Deuxième Projet de Gestion Durable et Participative des Énergies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE 2) a pour ambition de contribuer à l'augmentation durable de la disponibilité de combustibles domestiques diversifiés ainsi que les revenus des communautés participantes tout en préservant les écosystèmes forestiers et en tenant compte du genre.

Le projet intervient dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou, Kaolack, Kaffrine, Matam pour les composantes 1 et 2 et sur l'ensemble du pays pour la composante 3.

Une énergie verte pour un développement durable, telle est la philosophie qui soutend la politique d'intervention du Progede 2. Toutes les réalisations sur le terrain sont marquées par une volonté de préservation et de conservation des ressources naturelles.

En terme d'activités réalisées, des acquis importants sont notés depuis sa mise en œuvre en 2011.

Sur la Réforme institutionnelle de la filière du charbon de bois, un manuel d'adjudication de coupe pour un accès à la ressource plus transparent, un projet de code forestier adapté à la nouvelle loi sur la décentralisation et un projet de décret fixant taxes et redevances sont disponibles. Un cahier des prescriptions pour l'adjudication de bois énergie est en cours d'élaboration.

Pour la Consolidation et Extension du modèle d'aménagement de gestion durable et participative, un nouveau schéma organisationnel participatif élaboré par le projet et adopté par la DEFCCS a été mis en place avec la



restructuration des comités villageois de gestion des forêts (9 CIVGF à Kolda, 10 CIVGF à Tamba, 4 CIVGF à Kaffrine).

Ce schéma est marqué par une reconnaissance juridique, une prise en compte du genre (parité des groupes de contact au niveau village) et une meilleure définition des rôles et responsabilités des acteurs.

L'organisation des producteurs locaux pour l'exploitation forestière a induit des effets marquants en terme d'impacts dans la vie quotidienne des populations riveraines des massifs forestiers.

Pour les AGR conservatrices des RN, il y'a eu une augmentation et diversification notable des revenus pour limiter la pression sur les ressources forestières. 5 843 litres de miel ont été récoltés en 2014 pour des recettes évaluées à 6 648 500FCFA ; pour le maraichage, 45 613 285 FCFA de recettes ont été générées au profit des populations.

Le renforcement des capacités des différents acteurs occupe une place importante dans le dispositif.

Des formations en technique de coupe et carbonisation, la gestion et surveillance des forêts, les techniques de maraichage et de production de pépinières, l'amélioration de l'apiculture traditionnelle, les techniques de fabrication de foyers améliorés et gestion des entreprises et la gestion environnementale et sociale ont été octroyées aux populations et bénéficiaires de sous projets.

Pour l'Economie d'énergie et promotion des énergies alternatives au bois, figure la promotion des foyers améliorés, l'installation de 12 bios digesteurs en collaboration avec le Programme National Biogaz (PNB) et la promotion du bio charbon de l'ONG NEBEDAY particulièrement au cours de cette FIARA.

Un Système d'Information Intégrée pour la Gestion Durable des Ressources Forestières et des Combustibles Domestiques au Sénégal (SIGDRFCDS) sera mis en place avec base de données numériques, gestion des flux de produits à temps réel, suivi informatisé de l'exploitation etc. /

Renforcement de capacité des journalistes en route vers la COP 21 Paris 2015 à Lusaka

Depuis Lusaka, Kanzly Mideh Une trentaine de journalistes africains couvrant des sujets ayant trait au changement climatique ont pris part en date du 27 au 28 juin 2015 à Lusaka, la capitale zambienne, à un atelier de formation organisé conjointement par l'Alliance Panafricain pour la Justice Climatique (PACJA, sigle en anglais) destiné à initier ces professionnels des médias sur l'état des lieux de négociations sur les changements climatiques à l'heure où le monde entier s'achemine vers le sommet crucial axé autour de ce sujet et prévue à Paris en décembre 2015. Au cours de cet atelier de formation, il s'est avéré que personne n'est censé ignorer les graves problèmes posés par un changement brutal du climat là où la planète entière perçoit nettement ses effets à travers les canicules de plus de 37 degré Celsius, les inondations tout au long de l'année, les eaux de surfaces qui reculent, laissant la place à la sécheresse voire un véritable dérèglement des saisons. Le changement climatique se fait sentir de plus en plus et se manifeste de différentes manières à travers notamment son impact négatif sur la santé humaine et les productions agricoles est observé, d'où la chute de l'économie mondiale. Raison pour laquelle, depuis plus d'une décennie, les gouvernements du monde ont décidé de se réunir chaque année pour plancher sur cette problématique. D'où la Conférence des parties dénommée COP, qui cette année sera la 21 édition, se tiendra à Paris au mois de Décembre prochain

Advertisement ||Buy This Space banner610x90 Les journalistes africains, ne veulent rester en marge de cette nouvelle vision, ont décidé de prendre le taureau par les cornes. Au cours de deux jours de formation, les participants ont pu s'enquérir des tenants et les aboutissants dans une nouvelle campagne visant à défendre une position commune africaine face aux défis climatiques, ainsi que des propositions d'engagements à prendre et à soumettre aux décideurs lors de la prochaine Conférence des Nations Unies ou COP21, qui va se tenir du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris. Pendant ce temps, le réseau de journalistes panafricains dédiés à lutter contre les changements climatiques (PAMACC, sigle en anglais) en collaboration avec le secrétaire du Marché Commun de l'Afrique Orientale et du Sud (COMESA, sigle en anglais) et le gouvernement Zambien ont établi un partenariat, la lutte contre le réchauffement de la planète, le plaidoyer et la sensibilisation du public et du renforcement des capacités des médias en mettant un accent particulier aux Objectifs de développement durable (ODD) et des stratégies de l'après-2015 pour lutter contre la pauvreté, l'inégalité et le changement climatique. Cette formation avait comme objectif principal de servir de plate-forme entre professionnels des médias dans l'échange leurs expériences respectives dans la couverture des sujets ayant trait au changement climatique. Dans son intervention, le délégué du COMESA a démontré l'importance du rôle des médias dans l'appropriation des préoccupations liées au changement climatique. D'après lui, le journaliste ne doit pas être un consommateur de l'information mais plutôt un acteur. Donc, il est



bon qu'il y ait une interactivité entre les participants et les organisateurs, afin de leur permettre de mieux cerner ce défi. Et de se souvenir du rôle important que les médias ont joué dans la promotion des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement). Parlant de l'agriculture, il a mentionné que L'agriculture emploie environ 80% des populations. Et que malheureusement, le changement climatique influence gravement les systèmes agricoles et alimentaires et a un effet multiplicateur sur les ressources déjà dégradées des écosystèmes naturels. M. M. Sindiso Ngwenya a exhorté, pour terminer, les

journalistes, à aller au-delà de parler des sans-voix pour assurer que ceux qui ont polluée et continuer de polluer notre planète prennent leurs responsabilités. Sans toutefois omettre que chacun doit jouer son rôle. Il faut noter que durant ces deux jours de formation, les journalistes ont travaillé en session sur les propositions des négociations, l'accord des pays africains et les perspectives pour la COP21. Ces travaux consistaient véritablement entre autres, à préparer la COP21 en réduisant au maximum le document de 136 pages présenté comme le texte de négociation afin de le rendre plus com-

préhensif et plus accessible à tous, avec des résolutions précises, réalistes, concrètes et pertinentes. Aussi, proposer des thèmes qui pourraient être débattus à des forums ou encore à des séminaires et conférences tel que « la femme et le changement climatique », « le recyclage des déchets comme source énergétique », etc. Enfin, ébaucher des solutions pour l'après COP21 en terme de perspective futures.

Source: Mobilisation des journalistes Africains dans la route vers Paris | Climate Reporters

Huitième forum des prévisions climatiques saisonnières en Afrique Soudano-Sahélienne

Le Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD), dans le cadre du projet de Renforcement des Capacités des Institutions Africaines en charge du Climat (ISACIP) et en collaboration avec l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), les Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (SMHNS) et leurs partenaires, organisent avec l'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Sénégal (ANACIM), le huitième forum des prévisions climatiques saisonnières en Afrique Soudano-Sahélienne (PRESASS-02). Le forum est organisé aussi pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la gestion des catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques qui comprend l'intégration de meilleures informations climatiques dans les systèmes d'alerte précoce. Le PRESASS-02 a été organisé à Dakar en République du Sénégal sur le thème : « Prévisions Climatiques Saisonnières : Services climatiques pour

renforcer la résilience et réduire les risques climatiques en Afrique Soudano-Sahélienne » en appui à la mise en œuvre du cadre global des services climatiques et la réalisation des activités de démonstration des capacités du réseau ACMAD-AGRHYMET pour le Centre Climatique Régional de l'OMM de la zone CEDEAO. Le PRESASS-02 bénéficie de l'appui de l'OMM et du projet ISACIP financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers les Centres ACMAD et AGRHYMET. Les objectifs du forum sont multiples : Favoriser les échanges de connaissances entre experts du climat et utilisateurs des informations et services climatiques ; Produire des prévisions climatiques saisonnières consensuelles valables pour les saisons Juin-Août et Juillet-Septembre 2015 dans la sous-région et d'autre part ; Faciliter les applications de ces prévisions pour la gestion des risques climatiques. Programme Le programme du PRESASS-02 comprend deux composantes : - Un pré-forum de 3 jours du 04 au 06 Mai 2015 dédié à la formation des

experts nationaux et la production des prévisions saisonnières consensuelles ; - Un forum de 2 jours du 07 au 08 Mai 2015 pour l'évaluation de la qualité, des impacts et conséquences des prévisions saisonnières élaborées en 2014, l'identification des stratégies, pratiques et actions pour la réponse et enfin faciliter la communication des prévisions et autres informations climatiques pour une meilleure utilisation.

PARTICIPATION

Le forum regroupera les experts du climat des SMHNS, des universités et centres de recherches, des organisations régionales et internationales impliquées dans la prévision climatique et son application. Les donateurs et autres organisations régionales et internationales gouvernementales et non gouvernementales sont attendus. Les médias et les utilisateurs des informations et services climatiques des secteurs de la gestion des risques et de l'eau, la santé, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la production et la distribution de l'hydroélectricité participeront.

TABASKI 2015

Toutes les dispositions seront prises pour permettre à tous les ménages d'obtenir son mouton

La région de Dakar a tenu son Comité Régional de Développement Spécial communément appelé CRD Spécial consacré à la préparation de la Tabaski 2015 ; cette réunion a été présidée par l'Adjointe au Gouverneur de la région de Dakar Chargée du Développement Madame Mame Sané Ndiaye ; les participants ont saisi cette occasion pour identifier en relation avec les différents acteurs les différents sites devant accueillir les points de vente de moutons, coordonner la mise en œuvre des actions nécessaires pour rendre fonctionnels ces points de vente et de veiller en rapport avec les collectivités locales au nettoyage des points de vente à la fin de l'opération ;

Les acteurs ont émis le souhait de voir les dispositifs de sécurité de santé de fourniture d'eau d'électricité renforcés et reconduits pour que l'Opération Tabaski 2015 se déroule dans de meilleures conditions ; Toutes les dispositions seront prises pour permettre à tous les ménages d'obtenir son mouton ont promis les autorités en charge de l'élevage et les productions animales du pays ;

De trente cinq (35) points de vente l'année dernière les autorités les ont réduit cette année à trente(30) ; les opérateurs seront informés des point de vente retenus pour la Tabaski 2015 a informé le Chef de ser-



vice régional des services vétérinaires de Dakar ; des sites seront aménagés pour les opérateurs privés ; les points de vente seront sécurisés ; les forces de l'ordre vont assurer la sécurité des personnes et des biens ; le ministère de l'élevage et des productions animales se charge d'organiser les professionnels par ses services techniques et d'assurer le suivi opérationnel et

sanitaire; des préventionnistes au nombre de trente(30) sillonneront la région pour la diffusion de conseils d'hygiène et de santé dont seize (16) dans le département de Dakar quatre(4) à Rufisque cinq (5) à Guédiawaye et autant à Pikine .

Des moutons de qualité à des prix accessibles c'est le vœu des consommateurs sénégalais ; souhait que tenteront d'observer

les autorités en charge de l'élevage et les productions animales ; la région de Dakar compte accueillir plus de deux cent cinquante (250.000) moutons de tabaski sur une demande nationale estimée à plus de sept cent quarante mille (740.000) moutons

Babacar sene

Elaboration d'une stratégie de développement de l'élevage en Afrique

L'Elaboration d'une stratégie de développement de l'élevage pour l'ensemble du continent est nécessaire pour accélérer les réformes dans le secteur et faire pleinement fructifier son potentiel, et de lui faire rapport au mois de janvier 2015. Cette décision a été fondée sur la recommandation d'augmenter et de soutenir les investissements dans le secteur de l'élevage, qui a été formulée par les Ministres en charge des Ressources animales lors de leur Neuvième Conférence tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 18 et 19 avril 2013. La recommandation de la Neuvième Conférence des Ministres en charge des Ressources animales a été guidée par les tendances de la demande d'animaux et de produits animaux en Afrique, qui indiquent que d'ici 2030 à 2050, la demande augmentera de deux à huit fois en raison de divers facteurs, en particulier la croissance démographique dans les zones urbaines et l'accroissement des revenus.

L'Afrique est dotée d'immenses ressources en terres, eau et pâturages, dont la plupart sont sous-utilisées et sous-développées. En outre, la plupart des animaux domestiques africains sont élevés sur des pâturages naturels, et pourraient attirer des marchés de niche s'ils étaient bien valorisés. Cependant, ce secteur est confronté à de nombreux défis qui l'empêchent de satisfaire la demande croissante d'animaux et de produits animaux et de contribuer de manière significative à la croissance économique. Les évaluations effectuées dans les cinq régions géographiques de l'Afrique ont révélé que le secteur est affecté par divers problèmes, notamment des déficiences en ce qui concerne les races, les capacités de production, la productivité et la disponibilité des terres de qualité, les systèmes de santé animale et les mesures de contrôle

des maladies, l'insuffisance des ressources fourragères et en eau, la fourniture des intrants et la prestation de services, la production de valeur ajoutée, les informations et les infrastructures de marché, la compétitivité des produits d'élevage africains et l'application et le respect des normes sanitaires et phytosanitaires.

A cela s'ajoutent le manque de cadres politiques, législatifs et institutionnels et l'application inadéquate des technologies, connaissances et compétences disponibles. La Déclaration de Malabo sur l'accélération de la croissance et de la transformation de l'agriculture pour une prospérité partagée et une amélioration des moyens de subsistance a été adoptée lors de la Vingt-troisième Session Ordinaire de la Conférence de l'UA tenue à Malabo (Guinée Equatoriale) les 26 et 27 juin 2014, sous le thème de l'Année de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire en Afrique.

En Afrique, la plupart des animaux domestiques appartiennent à des éleveurs pratiquant des systèmes d'élevage extensifs dans les zones arides et semi-arides et à de petits exploitants engagés dans des systèmes mixtes agriculture-élevage, axés sur la subsistance. La majorité des propriétaires d'animaux sont des paysans pauvres sans aucune vocation commerciale. En outre, les investissements passés des secteurs public et privé dans le développement de l'élevage ont été en grande partie axés sur des projets et fragmentés, sans grande attention pour le développement institutionnel à long terme. De plus, les investissements privés dans l'élevage, qui devraient catalyser une croissance accélérée et équitable, stimuler la croissance dans d'autres secteurs et galvaniser une transformation socioéconomique d'envergure, ont été limités par l'absence

d'environnements politiques favorables, le manque d'infrastructures appropriées et la non-disponibilité de services fiables d'approvisionnement en intrants essentiels, rendant ainsi le secteur non compétitif et peu attrayant aux yeux des investisseurs. Les investissements appropriés dans le secteur de l'élevage lui permettront non seulement de contribuer considérablement à l'accélération de la croissance économique, mais également de servir de catalyseur pour la croissance d'autres secteurs et l'atteinte des objectifs de développement tels que la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'élimination de la faim, l'amélioration des revenus et le renforcement de la résilience.

Néanmoins, il existe de nombreux exemples de bonne performance du secteur sur le continent. On peut citer par exemple le secteur de la viande en plein essor dans des pays comme le Botswana, la Namibie et le Swaziland, la croissance et le développement du sous-secteur laitier parmi les petits exploitants au Kenya, l'exportation d'animaux vivants de la Corne de l'Afrique (Djibouti, Éthiopie, Somalie et Soudan) vers le Moyen-Orient, la mobilité transfrontalière et la résilience pastorale dans la région de la CEDEAO, l'utilisation et la conservation de l'eau en Afrique du Nord et l'éradication réussie de la peste bovine du continent. Ces exemples sont encourageants et montrent que la transformation du secteur est réalisable en Afrique.

Dans ses réactions à la décision du Conseil Exécutif, la CUA - par l'intermédiaire de l'UA-BIRA - a dirigé un processus multipartite comprenant des évaluations complètes du secteur, des concertations, et des analyses approfondies des situations de l'élevage dans les cinq régions de l'Afrique. Ce processus a débouché sur l'identification

des problèmes qui affectent le secteur sur le continent. Ces problèmes ont été présentés dans un document de réflexion, qui a guidé la formulation de la présente stratégie. En tant que partie intégrante du secteur agricole élargi, le programme de l'élevage est guidé par la vision et les objectifs d'accélération de la croissance et de la transformation de l'agriculture africaine, exprimées dans la Déclaration de Malabo.

A SUIVRE

Le projet Génétique de l'UA-BIRA a posté sur son site (www.au-ibar.org) un « APPEL à PROPOSITIONS » à l'attention des Associations, Groupements, Fédérations, Coopératives D'éleveurs, de producteurs, et sélectionneurs.

J'ai le plaisir de vous faire parvenir l'appel en question. Merci de le diffuser largement auprès de ces organisations dans votre pays, voire au-delà et surtout appuyez les à monter leur dossier. Il y ira de l'intérêt des ressources zoo-génétiques de votre pays.

Dans les jours qui viennent, un autre APPEL, cette fois-ci à l'endroit des États Membres et donc des pays, sera également posté. Soyez à l'affut pour soumettre vos projets et demandes d'appui conformément à l'Appel.

**Dr Hamadé KAGONE
Livestock, Fisheries and
Aquaculture Programme Manager
CORAF/WECARD
Email: hamade.kagone@coraf.org
Site web: www.coraf.org**

SALON INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE DE PARIS

visite guidée de la délégation sénégalaise au Salon Internationale du Machinisme Agricole(SIMA) à Villepinte

Le Salon Internationale du Machinisme Agricole (SIMA) est organisé une fois tous les deux ans. C'est un lieu de rendez-vous de tous les professionnels en matière de mécanisation agricole au niveau mondial qui permet de voir les avancées dans le domaine, en matière technologique, de voir pour le Sénégal ce qu'il peut tirer en profitant des opportunités qui existent en permettant aux producteurs et professionnels du secteur agricole sénégalais de venir visiter et discuter avec les partenaires techniques qui sont sur place. L'agriculture africaine c'est l'agriculture la moins mécanisée au monde. Aux Etats-Unis, en Europe et en Asie, notamment au Japon et ailleurs, les exploitations agricoles sont au-dessus d'un cheval par hectare; or nous en Afrique, nous sommes à 0,5 c'est vraiment très faible. de quoi accélérer la cadence ;

La Vision de Mr Cheikh Amar Président Directeur Général de Holding Amar pour l'agriculture sénégalaise trouve toute sa raison en retenant beaucoup d'offres en France d'équipements et de machines agricoles de qualité pour contribuer au développement de l'agriculture sénégalaise et contribuer à l'atteinte de l'auto-suffisance alimentaire en riz en 2017 ; Notre reporter envoyé spécial à Paris a visité le stand du TSE au SIMA.

Mr Serigne Amar Responsable Commercial à Holding Amar et Responsable du stand au SIMA 2015 est largement revenu sur les motifs de leur participation et les partenariats que son groupe a pu nouer.

MR SERIGNE AMAR ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉ DIRECTEUR COMMERCIAL DE HOLDING AMAR

Serigne Amar exhibe sa double casquette au niveau de son stand ; Secrétaire Général au niveau de la Holding Amar et chargé des projets et programmes et de la commercialisation au TSE ; très occupé à cause du manque de personnel au niveau de son stand ,Mr Amar estime que le personnel doit être renforcé ; d'ailleurs cette année TSE et Holding Amar vont précéder à des recrutements conséquents d'une cinquantaine de jeunes issus des lycées techniques pour leur formation et leur intégration dans le système après vente ; car faire venir mille tracteurs c'est bien et faire bénéficier sur mille tracteurs c'est aussi bon mais il faut assurer la durabilité de l'avis de Serigne Amar c'était au SIMA 2015 à Villepinte à Paris ;des réunions des prises de contacts de signatures de protocoles et de visites ont ponctué sa présence à Paris ; l'ambition de recruter plus de cinq cent jeunes et aller vers la démocratisation du matériel agricole pour l'accès à tous est son ambition.

Mr Amar a profité de la visite guidée de la délégation sénégalaise pour présenter IRRI- France avec qui son groupe a signé un partenariat ; c'était en la présence de Cheikh Amar PDG de Holding Amar. TSE travaille depuis plus de deux ans avec IRRI-France ; de nombreuses études de marché et de faisabilité très concluantes au Sénégal les deux parties ont décidé de



formaliser leur partenariat en signant en France lors du SIMA un partenariat entre IRRI-France /TSE

De l'avis de Serigne Amar « les projets concernent l'irrigation il ya trois types d'irrigation ;le goutte à goutte qui est mieux connu au Sénégal mais qui présente beaucoup de difficultés sur le plan technique financier et des résultats ;sur le plan technique pour le goutte à goutte il faut changer tous les ans et demi voire deux ans les filtres et autres accessoires ; en plus il y a des problèmes de filtrage ; nos eaux ne sont pas assez claires et limpides pour faire du filtrage et enfin pour le coût il est deux fois plus cher que le pivot pour l'aspersion ; ensuite la main-d'œuvre ne coûte pas chère de même que l'entretien et la maintenance ; alors que le pivot peut durer 25 à 50 ans, le

goutte à goutte est beaucoup plus chère et il faut le changer ;dans la vallée du fleuve le goutte à goutte ne peut pas passer à cause de l'impureté de l'eau ; aujourd'hui ce pivot peut irriguer 50 à 100 hectares et ça dépend des superficies .Il est exact qu'à même de parler des avantages du goutte à goutte c'est seulement 5% en moyenne en économie d'eau ;c'est-à-dire le goutte à goutte économise 5% en économie d'eau ;par contre le goutte à goutte ne donne pas une pluie parce qu'une pluie quand ça vient il y a la nature , il ya également l'oxygénation alors que le goutte à goutte n'a pas d'oxygénation ; aujourd'hui avec les goutteurs du pivot que vous pouvez percevoir aisément c'est comme une pluie.

AU PAVILLON DE MASSEY FERGUSON (MF)

«Le tracteur pour l'Afrique qui fait la curiosité des sénégalais»

Seul Massey Ferguson occupe un pavillon au SIMA 2015 de Villepinte ; cette année il a battu le record de visiteurs qui ne désemplissent pour satisfaire leur curiosité face aux machines , aux tracteurs et autres accessoires exposés qui ravissent la vedette ; Cette année MF a exposé un tracteur nouveau pour l'Afrique qui a battu le record de visites au SIMA 2015 ;de l'avis de Mr France Derai Directeur des Opérations Commerciales /Massey Ferguson pour l'Afrique et le Moyen Orient « nous avons ici au niveau de Salon un nouveau tracteur construit uniquement pour l'Afrique ; Nous avons un passé historique avec l'Afrique notamment avec le Sénégal où nous sommes représentés par une compagnie qui s'appelle TSE et nous assurons tout ce qui est formation -support service après vente de tout notre matériel aussi bien les tracteurs que les moissonneuses batteuses qui vont dans différents types d'opération ; le riz, la polyculture , l'élevage ; nous avons tout le matériel à disposition ; pour l'Afrique on a livré au Sénégal une moissonneuse batteuse de type A4 qui a été inauguré récemment par le Président de la République du Sénégal ; ce qui dénote de la forte volonté de développer l'agriculture sénégalaise par les autorités sénégalaises avec comme appoint un de notre partenaire TSE ; »

La présence de la délégation du Sénégal

au Pavillon Massey Ferguson a permis à Mr Ibrahima Thiam Chargé du Commercial à Massey Ferguson de revenir largement sur les caractéristiques du tracteur pour l'Afrique qui fait la curiosité des sénégalais ;à son avis « les sénégalais connaissent depuis très longtemps la marque Massey ; ensuite ils ont pu se rendre compte que c'est une machine qui résiste aux difficultés sur le terrain notamment à la dureté du sol , la facilité d'entretien et à la disponibilité des services après vente ; c'est pour cette raison que les sénégalais adhèrent à cette machine ; Maintenant il y a beaucoup d'innovations qui ont été apportés à ces nouvelles productions qui nous font le plaisir de porter à la connaissance des différents segments de clients pour des explications beaucoup plus poussées ; concernant l'auto-suffisance en riz en 2017 Je crois que le président de la république a déjà montré la voie en disant qu'il nous faut s'auto suffire en 2017 en riz, je pense que ça veut tout dire donc tout le monde doit y mettre sa main et doit y participer pour qu'on arrive à cet objectif qui est à notre portée ; mais il faut que tout le monde y contribue ; pour nos expériences au Sénégal si vous allez à Kassack Nord vous trouverez nos machines de même qu'à Donaye et à Ayré-Lao au niveau du Fleuve Sénégal où nos machines révolutionnent l'agriculture et nous donnent satisfaction ; donc



nos machines sont très présentes au Sénégal ; récemment nous avons livré des machines à Anambé au Sénégal qui sont des moissonneuses batteuses ;ce sont des machines pour la préparation des sols, les moissonneuses ; c'est pour la récolte ; c'est ce que le Président de la République a inauguré à Anambé le 22 Février passé à Anambé ;ces moissonneuses batteuses sont effectivement fabriquées par Massey Ferguson ;elles sont un peu la dernière innovation en la matière puisque ce sont des machines avec une boîte de vitesse hydro statique c'est-à-dire ya pas de manœuvres difficiles com-

pliquées ;il ya même pas de marche arrière ;donc c'est vraiment des machines de pointe de la haute technologie et notre souhait est d'accompagner la SODA-GRI pour que ces machines soient bien entretenues d'accompagner le Président de la République pour qu'il puisse atteindre cet objectif d'auto-suffisance alimentaire en Riz en 2017 je crois que c'est le devoir de tout le monde ;nous tous nous allons participer à cela chacun de son côté que ça soit privé fonctionnaire ou opérateur je pense que nous avons le devoir de travailler pour cela »

VISITE GUIDÉE DE LA DÉLÉGATION SÉNÉGALAISE AU SALON INTERNATIONALE DU MACHINISME AGRICOLE (SIMA) À VILLEPINTE

Cap sur IRRI-France

Mme Fabienne Natapi Directrice des Ventes et du Marketing d'IRRI France en recevant la délégation s'est dite très réjouie de nouer un partenariat avec le TSE qui en plus de la distribution de leurs produits se chargera également d'assurer le service après vente au Sénégal

Lors du SIMA 2015 la Société IRRI-FRANCE a signé un protocole avec le TSE pour un partenariat privilégié qui lui permettra d'apporter son soutien efficace aux agriculteurs sénégalais ;

En revenant sur le sens du protocole que sa société a signé avec TSE Mme Natapi a déclaré « Nous allons avoir un partenariat privilégié avec le TSE effectivement ils ne vont pas tout simplement distribuer nos produits au Sénégal ; l'importance du service après vente est très important et dont ils vont assurer leur présence et donc apporter le support pour les agriculteurs lorsqu'ils auront leurs installations ; donc pour nous c'était très important parce que c'est une société sérieuse et la qualité de nos produits sera étendue avec la qualité des services qui pourront être donnés par TSE ; Ce sera un partenariat que nous voulons durable ; c'est un engagement durable sur le Sénégal ; nous avons un commercial qui sera exclusivement dédié pour le support ; nous avons un centre de formation en France ce qui permettra de renforcer toutes les capacités

Nous sommes établis dans le Sud de la France où nous avons la certification des formateurs agréés par le gouvernement



français et notre objectif est de former les équipes de TSE pour qu'elles puissent apporter tous les supports aux agriculteurs sénégalais ; donc c'est une grosse partie du travail il que nous avons avec cette société ; il s'agira de former ses équipes techniques pour qu'elles puissent installer et maintenir de manière tout à fait autonome tout le matériel

En ce qui concerne les discussions échanges avec le PDG Cheikh Amar Mme Natapi salue la vision de Mr Amar pour l'agriculture sénégalaise ; selon Mme la directrice des ventes à IRRI France

« nous avons l'honneur qu'il ait sélectionné notre offre ; ce qu'il a retenu c'est la qualité de nos produits mais aussi le centre de formation parce que c'est un élément très important pour qu'ensuite toutes ces installations soient maintenues en fonctionnement et c'est donc dans la durée que nous allons avoir cette collaboration avec sa société »

Mme la Directrice des ventes d'IRRI-

France a partagé les expériences de sa société au Sénégal où des pas ont été faits avec des fermes qu'ils avaient installées ; avec la signature de ce protocole Mme Natapi considère que c'est de grands pas qui ont été faits ; » aujourd'hui on est ravi de pouvoir maintenant développer notre présence au Sénégal avec un sérieux partenaire «

TROIS QUESTIONS AVEC...

Mr Thibault de Crepon de l'ADEPTA /Sénégal

ADEPTA est une association de près de deux cent entreprises françaises constituées d'équipementiers du secteur de l'agriculture de l'agroalimentaire et de fournisseurs d'intrants ; elle possède un bureau de représentation à Dakar au Sénégal ; Mr Thibault De Crepon du Bureau de Dakar a accompagné la délégation sénégalaise et a facilité la visite guidée de la dite délégation au Salon International du Machinisme Agricole de Villepinte à Paris (SIMA) ; c'est l'unique bureau pour l'ADEPTA à l'étranger parce que les responsables de cette structure affectionnent la zone Afrique de l'Ouest où il y a un fort potentiel de développement en agriculture de l'avis de Mr Thibault De Crepon responsable au bureau de Dakar qui a répondu à nos questions

Agropasteur : Comment la facilitation a-t-elle été menée ?

Thibault De Crepon : Effectivement nous avons travaillé pour ce projet de facilitation de la visite au SIMA de la délégation sénégalaise depuis plusieurs semaines ; tout d'abord depuis Dakar et ensuite en France pour sa venue ; aujourd'hui on vient de terminer la visite au SIMA ; je suis très satisfait car c'est un défi relevé avec la réussite de cette visite qui s'est bien passée ; les membres de la délégation ont pu rencontrer d'importantes personnalités au SIMA et ont pu lier des partenariats ; nous espérons que cette visite va pouvoir aider l'accès aux matériels sur le Sénégal et à pouvoir faciliter et accélérer le développement agricole du pays ; ADEPTA a une forte expérience dans ce domaine et nous connaissons les principaux acteurs de toutes les filières par conséquent nous essayerons de faire des mises en relation efficaces pour pouvoir faciliter les contacts ; et c'est ce que nous avons fait.

Que signifie l'agriculture du futur que nous venons de visiter à la Galerie de l'Innovation au SIMA de Villepinte et

quel sens donné à cette initiative?

Là nous sommes à l'entrée principale du SIMA où la Galerie de l'Innovation est installée ; c'est d'une importance capitale puisqu'elle traduit l'image que donne la France au machinisme et à la technologie agricole au monde entier et aux visiteurs du monde entier ; c'est véritablement un passage obligé de tous les visiteurs du SIMA pour voir et s'enquérir des principales innovations et technologies qui sont de nouvelles technologies de demain et qui vous permettront d'avancer d'aller encore plus loin dans l'agriculture de demain

Votre dernier mot ?

C'est un immense plaisir d'accompagner la délégation sénégalaise si diversifiée sur le SIMA puisqu'étant au Sénégal à peine depuis 6 mois ; c'est un pays que j'affectionne beaucoup avec des gens toujours gentils toujours très accueillants ; donc on est heureux que le pays de la Téranga ait pu venir à Paris participer au Salon International de l'Agriculture de Paris à Porte de Versailles et de visiter le SIMA à Villepinte comme nous venons de le faire.

ENSEIGNEMENT À MI PARCOURS DU SIA 2015

Moustapha Kâ Chambre de Commerce d'Industrie et de l'Agriculture de Dakar Membre du Comité National d'Organisation de la participation du Sénégal au Salon International de l'Agriculture de Paris (SIA)

« Nous avons une participation affirmée au Salon International de l'Agriculture mais également on offre à la délégation sénégalaise une visite guidée au Salon International du Machinisme Agricole (SIMA) mais quand les sénégalais viennent au SIMA naturellement ils viennent chez Massey Ferguson qui est une marque très connue et qui date depuis des années ; les sénégalais connaissent bien Massey Ferguson qui est pour la délégation un passage obligé ; nous saluons la collaboration d'ADEPTA qui nous avait déjà tracé un circuit ; la délégation du Sénégal est composée des responsables de projets, des institutions, des opérateurs économiques, des investisseurs dans l'agriculture qui sont intéressés par l'équipement aussi bien l'équipement de pointe que de l'équipement de seconde main ; en tout pour cette édition le Sénégal s'est présenté sous un autre visage puisqu'au niveau du SIA pour la première fois nous avons eu un stand de 300M2 et tous les gens qui ont visité le pavillon Sénégal ont vu une nette amélioration du point de vue espace, confort et convivialité ; les produits sont aussi bien achalandés ; aujourd'hui nous avons offert à la délé-

gation sénégalaise une visite guidée au SIMA Salon International du Machinisme Agricole qui est très grand. Il est difficile de tout visiter en un jour ; c'est pourquoi nous avons sélectionné un certain nombre de stands qui pourraient intéresser le Sénégal ; nous sommes passés chez Massey Ferguson qui est un spécialiste de l'Afrique qui nous a montré un modèle de tracteur adapté pour l'Afrique ; ensuite les solutions qui s'offrent pour le stockage parce que c'est extrêmement important quand on produit il faut bien stocker aussi ; ils nous ont montré des silos de petit standing de moyen et de grand standing ; ensuite nous sommes allés à IRRI-France qui nous propose aussi des solutions pour l'irrigation parce que le Sénégal est entrain d'augmenter ses superficies en irriguées aussi bien en zone du fleuve au niveau des forages et des puits donc c'était intéressant de montrer à la délégation sénégalaise les solutions qui soient les plus innovantes en matière d'innovation ; enfin nous allons voir les pompes et c'est toujours dans la maîtrise de l'eau et ça va plus qu'intéresser la délégation sénégalaise au SIMA 2015 «

MONTPELLIER

Forum International de la Société Civile Désertif'actions : la dégradation des terres dans un contexte d'impacts présents et futurs de Réchauffement climatique

A l'initiative de l'association française CARI et de ses partenaires, Désertif'Actions 2015 s'est tenu dans le cadre des manifestations de la lutte contre le changement climatique labellisé Grande Cause Nationale en France en 2015 et a obtenu le label COP21 et Année Européenne du Développement de l'Union Européenne. Les participants ont contribué à trois jours d'ateliers et de plénières, à des projections publiques de films avec débats, à une journée de dialogue avec la population au centre ville de Montpellier avec la contribution d'artistes, de poètes, de dessinateurs de presse, d'acteurs du développement local et à une marche citoyenne « Terre et climat » suivie d'un concert public pour la terre.

DECLARATION DE MONTPELLIER

Plus de 300 participants d'organisations de la société civile, scientifiques, autorités locales, officiels de rang ministériel, de gouvernements et bailleurs de fonds, et de responsables d'organisations

Internationales ou multilatérales de 57 pays se sont rencontrés à Montpellier du 10 au 13 juin 2015 dans le cadre du Forum International DESERTIF' ACTIONS 2015.

Prenant en compte le travail des rencontres préparatoires volontaires nationales tenues au Burkina Faso, Burundi, Congo, Cote d'Ivoire, Inde, Iran, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Tchad, Tunisie, la Rencontre régionale au moyen Orient, le forum électronique réunissant 380 personnes de 45 pays et Les travaux de Montpellier, les participants de Désertif'actions 2015 ont mis en évidence les liens

Indéniables entre la dégradation des terres et les trois domaines de l'environnement, du développement et de la stabilité internationale, dans un contexte d'impacts présents et futurs de Réchauffement climatique.

Les participants constatent, déplorent et dénoncent malgré les constats scientifiques avérés, la poursuite de modes de production et de consommation partout dans le monde qui portent atteinte aux terres et aux écosystèmes terrestres et engendrent une dégradation de 60 % des services rendus par les écosystèmes dont la filtration de l'eau, la destruction des habitats de la biodiversité, et la réduction à une vitesse jamais atteinte de la diversité des espèces,

- _ La disparition de 75 % de la diversité génétique des cultures depuis le début du XX siècle, et le constat de 52 % des terres agricoles du globe déjà modérément à gravement dégradées ou subissant un fort degré de dégradation y compris les écosystèmes oasiens, la baisse tendancielle des taux de fertilité des sols et l'empoisonnement de nombreuses eaux de surfaces ou plus profondes,

- _ La réduction croissante de 1961 à 2011 de 0,45 H à 0,20 ha de la disponibilité en terre arable par personne pour son alimentation, face à l'accroissement de la compétition sur l'acquisition de terres agricoles atteignant 37 millions d'hectares, par des investisseurs internationaux et réduisant très souvent les droits des paysans et usagers locaux et la sécurité alimentaire globale,
- _ L'irresponsable et persistante sous-évaluation de la question des terres et de l'agricul-



ture dans les négociations sur le changement climatique alors que l'agriculture, la déforestation et le changement d'affectation des terres sont responsables de 30 % de émissions dont un changement de gestion des terres pourrait réduire l'importance, tout en permettant de stocker 30 % du carbone excédentaire dans l'atmosphère.

Les participants de D'a15 alertent la communauté internationale

- _ Sur la nécessité de disposer de terres en quantité et en qualité pour répondre au besoin de nourrir une population évaluée à 9 milliards de personnes en 2050 et l'obligation d'augmenter la production agricole d'environ 70 % au plan mondial et même de 100 % dans les pays en développement ; ceci alors que la dégradation des terres risque de réduire la production vivrière de 12 % dans les 25 prochaines années, allant dans certaines régions jusqu'à 50% Sous l'effet additionnel du changement climatique,

- _ Sur l'impact à venir du réchauffement prévu des températures et des événements climatiques extrêmes sur les terres, en particulier dans de nombreux pays en développement soumis à la Sécheresse et l'aridité, et dont 1,5 milliards de personnes souffrent déjà de la dégradation des Terres comme par exemple 65 % de la population africaine.

- _ Sur l'impact réciproque du réchauffement climatique sur les terres et en retour l'impact de la Dégradation des terres sur le changement climatique, dans une spirale entraînant des effets Négatifs en chaîne sur les services éco systémiques et des conditions de vie des populations qui en dépendent,

- _ Sur la poursuite de modes de productions qui détruisent le potentiel productif des terres par l'agriculture industrielle, l'exploitation minière, la mauvaise gestion de l'eau, etc...qui génère

Des bénéfices seulement pour de rares élites ou nantis en accroissant les dommages collectifs,

- _ Sur le frein important qu'exerce la dégradation des terres sur le développement d'une partie significative de la population mondiale pour qui l'investissement dans

l'agriculture est clé car elle génère quatre fois plus de bénéfice sur leurs modes de vie que tout autre investissement.

Les participants de D'a15 rappellent et insistent :

- _ Sur les conséquences et effets à long terme de la dégradation des terres sur l'insécurité alimentaire avec plus de 60 émeutes d'origine alimentaire qui se sont produites dans plus de 30 pays du monde avec des impacts sur l'insécurité globale à longues distances,
- _ Sur les ressources naturelles dont les terres, cause du déclenchement de 40% des conflits au cours des 60 dernières années, et sur leur lien direct avec l'accroissement des flux migratoires générateurs d'instabilités dans les pays de départ et ceux de l'arrivée, et rappellent les estimations de 200 à 350 millions de réfugiés climatiques à l'horizon 2050

- _ Sur les fausses solutions promues par les seuls intérêts financiers à court terme de certaines élites, sur le coût infime de la restauration des terres des écosystèmes dégradés estimé entre 33 et 227 euros l'hectare et le potentiel ainsi créé de stocker 30 % des émissions de annuelles de CO2 issues des combustibles fossiles,

En conséquence les participants de D'a15 à Montpellier conviennent et concluent Qu'il est d'intérêt général et urgent de mettre en œuvre des politiques publiques qui intègrent l'agro écologie, l'agropastoralisme, et qui protègent et encouragent l'agriculture familiale en garantissant le droit à l'alimentation définit par les Nations Unies. Ceci en particulier pour engager la réhabilitation d'urgence de 500 millions d'hectares de terre dégradées disponibles,

- _ Afin de stimuler la gestion durable des terres, la restauration des terres et la prévention des conflits fonciers, une bonne gouvernance de la terre doit être la règle. Pour assurer la bonne gouvernance, les lignes directrices élaborées par le Comité des Nations Unies sur la Sécurité Alimentaire Mondiale doivent servir de base aux gouvernements, investisseurs, bailleurs de fonds, au secteur privé et à la société civile.

Que de nouveaux concepts comme la l'Agriculture Intelligente pour le Climat

(CSA) et la Neutralité

En matière de dégradation des terres (LDN), si ils sont utilisés par les pays, les organisations internationales ou les opérateurs de l'agro-business, ils doivent d'abord être au service des Communautés locales et ne pas promouvoir l'accaparement des terres, l'utilisation des OGM ou des produits chimiques.

- _ Les organisations non gouvernementales et d'une manière générale les organisations de la société civile dont les organisations de producteurs devraient être reconnues comme parties prenantes dans les processus de prise de décision au niveau local et national, et pas seulement au stade de la mise en œuvre des décisions et plans d'action.

- _ Pour promouvoir une synergie efficace entre les trois Conventions de Rio, une coopération plus opérationnelle entre les parties prenantes à tous les niveaux doit être assurée notamment au niveau national via l'établissement de comités nationaux de mise en œuvre.

- _ Tout futur accord adopté par la COP 21 sur le changement climatique devra inclure le financement pour l'agriculture familiale et l'adaptation à base communautaire tout en évitant

De renforcer les fausses solutions.

- _ Quel que soit le financement, les participants affirment ne plus vouloir à l'avenir de fonds publics ou privés sans règles préalablement décidées et approuvées avec la société civile et appellent à une plus grande prise en compte des recommandations des conseils économiques et sociaux là où ils existent,

Enfin, si les recommandations sont importantes, les participants à D'a15 conviennent aussi

D'engagements et d'actions : il s'agira de :

- _ porter les revendications de D'a15 aux niveaux des pays _ faire entendre les travaux de D'a15 aux prochaines réunions de l'UNCCD (COP12 à Ankara) et UNFCCC (COP21 à Paris)

- _ diffuser les résultats de D'a15 à tous les niveaux.

Montpellier, 12 juin 2015

(Source contact@desertif-actions.fr)

LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'AGRICULTURE EN L'AFRIQUE DE L'OUEST AGMIP/CIWARA

Atelier La Plateforme Nationale de Dialogue Science politique pour l'adaptation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au changement climatique dénommée «Plateforme CCASA/ Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR)»

« La plateforme reste à nos jours un mécanisme de veille et joue un rôle de sentinelle, de cadre d'échange lié aux changements climatiques » c'est ce qu'a déclaré Mr Bounama Diéye Coordinateur National de la Plateforme Changements Climatiques Agriculture et Sécurité Alimentaire (CCASA) lors de l'atelier de restitution de l'étude portant sur « les Impact du changement climatique sur l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest AgMIP/CIWARA » que la plateforme a organisé en collaboration avec IPAR.

Au cours de son allocution d'ouverture le Coordinateur de la Plateforme CCASA Mr Bounama Diéye a remercié l'ensemble des membres de la plateforme qui ont fait corps avec les activités ; Une occasion pour Mr Diéye de passer en revue les nombreuses activités menées par la plateforme depuis sa création et qui a été accompagné par le COMNAC ; pour lui la mise en débat est un axe fort de la plateforme qui a jugé nécessaire d'intégrer l'IPAR dans l'organisation de cet atelier ; Il a rappelé la motivation de l'organisation de l'atelier qui résulte d'une sollicitation du Coordinateur du Projet FLAGSHIP4 pour que la Plateforme puisse organiser un atelier de partage des résultats obtenus et procéder à leur diffusion pour les rendre visibles.

Mr Diéye a fait une présentation des activités de sa plateforme composée de plus de quatre vingt (80) membres représentés dans cinq groupes d'acteurs dont la recherche les parlementaires l'administration, la société civile et la presse qui permettent de rendre visibles toutes les activités et de



les partager à grande échelle les résultats

Mme la Représentante de IFC/USAID s'est dit d'être heureuse d'assister à la restitution de l'étude au cours de son allocution ; elle a salué en outre la facilitation multi-bailleur pour développer l'assurance indicielle ; Au Sénégal cette initiative a travaillé en collaboration avec la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS)

Mr Cheikhou Oumar Bâ Directeur Exécutif de IPAR qui a remercié le ministère de l'agriculture et de l'équipement rural et la direction de l'agriculture pour cette initiative a réaffirmé l'intérêt de son organisation pour les questions de recherche et de création de dialogue multi acteurs.

Pour Mr Bâ, « cette occasion offre le dialogue et le partage des expériences et des questions d'adaptation de l'agriculture avec les questions de changements climatiques au moment où le projet va entamer sa deuxième phase de mise en œuvre ; le recueil d'informations pour amorcer sa deuxième phase

s'avère d'une impérieuse nécessité » a conclut Mr Ba.

« Il est beaucoup attendu des informations liées aux changements dans l'étude de cas de NIORO du RIP dans le cadre de la mise en œuvre des activités » a noté Mr Ibrahima Diémé Chef du Bureau Fertilisation des Sols à la Direction de l'Agriculture qui représentait le Directeur de l'Agriculture avant de demander que l'écho soit fait pour que les résultats soient connus et mieux amplifiés.

A rappeler que l'étude dont il s'agit de partager la restitution est axée sur les Impacts du changement climatique sur l'agriculture en l'Afrique de l'Ouest AgMIP/CIWARA » ; c'est un projet global qui est à un niveau mondial qui a regroupé quatre continents avec une équipe pluridisciplinaire composée de climatologues, et modélisateurs de cultures et des équipes régionales notamment en Afrique de l'Ouest et de l'Est et en Afrique du Sud et Australe

Au Sénégal le Département de

Nioro du Rip a été choisi pour l'étude ; en cela les aspects économiques ont prédominé dans cette étude tout en tenant compte de l'impact sur le bien être qui est toujours recherché ;

il s'agira de partir d'une échelle mondialisée et de descendre à un niveau très bas d'où l'existence d'un lien pour prendre les décisions importantes. Il s'agissait en outre de voir comment l'agriculture va se transformer dans le futur en termes d'évolution et quelle trajectoire suivre étant donné qu'il y a beaucoup de variables qui interviennent de manière à les agréger.

Le renforcement de capacités constitue la centralité du projet du fait de la pertinence des instruments de politiques, des échanges de technologie pour instaurer de mêmes aptitudes aux acteurs d'où une permanente mise à niveau à travers la formation.

Les résultats obtenus donnent un cliché qui confirme que les choix opérés par les gens du climat qui sont des modèles climatiques de 2050 il est vu comment la pluie et

la température s'opèrent ; et probablement il faut s'attendre à une baisse pluviométrique d'ici 2050 et à une forte hausse de la température etc. ces résultats ont été intégrés dans les modèles de cultures

Le Programme de Changement Climatique, Agriculture et Sécurité Alimentaire (CCAFA) du CGIAR, dans sa phase 2, a initié en collaboration avec l'ICRISAT un projet de recherche - actions pour l'Afrique de l'Ouest intitulé Flagship4 qui vise au «Renforcement des capacités des plateformes d'échange science-politique pour l'intégration du Changement Climatique dans les Plans de Politiques nationales agricoles et de de sécurité alimentaire» afin de promouvoir une productivité agricole durable qui adopte des pratiques intégrant les phénomènes et aléas climatiques, pour une meilleure sécurité alimentaire, La zone de couverture de ce projet s'étend sur trois pays d'Afrique de l'Ouest à posséder le Ghana, le Mali et le Sénégal.

Babacar SENE

La Plateforme Nationale de Dialogue Science politique pour l'adaptation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au changement climatique dénommée «Plateforme C- CASA» relance ses activités

La Plateforme CCASA relance ses activités ; Le projet Flagship 4 qui intervient essentiellement dans les départements de Bambey, Kaffrine et de Linguère vient de recevoir sa première tranche du budget 2015. Ceci permettra la reprise des activités de terrain après six mois d'arrêt pour des raisons techniques et administratives. Pour cette année il est prévu quatre activités phares notamment la Formation des membres des plateformes locales (Bambey, Kaffrine et Linguère), la réalisation d'étude des écarts sur les politiques entre les niveaux national et local dans la prise en charge de la dimension changement climatique, la réalisation d'une étude sur les scénarios visionnant à l'horizon 2035 dans les départements de

Kaffrine, Bambey et Linguère dont la vision permettrait de se projeter vers le futur à travers une approche inclusive qui met le producteur au centre de la réflexion, la réalisation d'une session de formation à l'endroit des autorités pour une meilleure connaissance des enjeux du changement climatique sur le développement socio-économique et dans les prises de décision, la réalisation d'un film documentaire sur le projet et l'organisation de réunions périodiques.

C'est dans ce cadre qu'une mission a rencontré du 23 au 26 Juin 2015 les membres des plateformes locales au niveau des départements de Bambey de Kaffrine et de Linguère pour les sensibiliser et les mettre à niveau sur les activités et les attentes

du projet FLAGSHIP4 ; Les acteurs sur le terrain ont vivement salué partout cette démarche de la plateforme nationale qui est de rencontrer les membres sur le terrain et de leur parler de vive voix pour la relance effective des activités ;

Le Programme de Changement Climatique, Agriculture et Sécurité Alimentaire (CCAFA) du CGIAR, dans sa phase 2, a initié en collaboration avec l'ICRISAT un projet de recherche - actions pour l'Afrique de l'Ouest intitulé Flagship4 qui vise au «Renforcement des capacités des plateformes d'échange science-politique pour l'intégration du Changement Climatique dans les Plans de Politiques nationales agricoles et de sécurité alimentaire» afin de promouvoir

une productivité agricole durable qui adopte des pratiques intégrant les phénomènes et aléas climatiques, pour une meilleure sécurité alimentaire, La zone de couverture de ce projet s'étend sur trois pays d'Afrique de l'Ouest à savoir le Ghana, le Mali et le Sénégal.

Au niveau régional, le Sénégal s'est engagé dans ce projet à l'image de ses pairs à accroître ses efforts pour l'agriculture à travers la création de trois plateformes locales dans les départements de Kaffrine de Linguère et de Bambey pour mettre en exergue l'importance de ce secteur dans le développement économique et surtout dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Babacar SENE